

**Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales
et des aides seniors de la Communauté française,
de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

***Convention collective de travail du 22 mai 2006 relative à l'octroi d'une
prime de fin d'année en Région de Bruxelles-Capitale.***

Vu l'accord avec le non-marchand du 29 juin 2000, entre le gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission Communautaire Commune, le Collège de la Commission Communautaire française, le Collège de la Commission Communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs, il est convenu ce qui suit.

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la Sous-Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté Germanophone et qui sont subventionnées par la Commission Communautaire française et/ou par la Commission Communautaire Commune.

Article 2

Il y a lieu d'entendre par travailleurs le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3

Les dispositions de la présente Convention Collective de Travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1^{er} en matière de prime fin d'année, et ce pour l'année 2001 et les années suivantes.

Article 4

A partir de l'année 2005, le montant de la prime de fin d'année se compose de deux parties forfaitaires et d'une partie variable.

- 1.a. La partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5§2 point 1, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor Public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.

Handwritten signature and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature appears to be 'Hes' and the initials below it are 'OH' and 'ef'.

Par conséquent, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales. Pour l'année 2000, le montant de la partie fixe était de 278,7270 € (cfr. A.R. du 15.12.1999, M.B., 23.12.1999)

- 1.b. A partir du 1^{er} janvier 2005, s'ajoute à la partie forfaitaire une prime annuelle brute de 161,40 €.
2. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris de l'allocation de foyer-résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 5

§1. Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le treizième jour du mois.

§2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

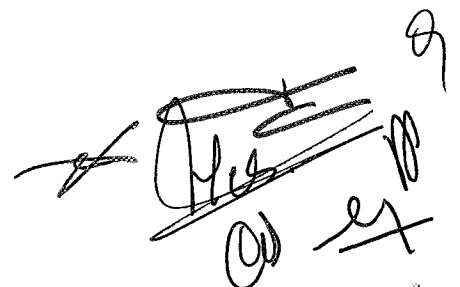
§3. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectué au cours de la période de référence.

Article 6

La prime de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

Article 7

La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai non concluante, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement si le travailleur remplacé a reçu l'intégralité ou une partie de cette prime de fin d'année.

Handwritten signature and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature appears to be 'M. H.' followed by a flourish, and there are several initials below it, including 'O' and 'y'.

Article 8

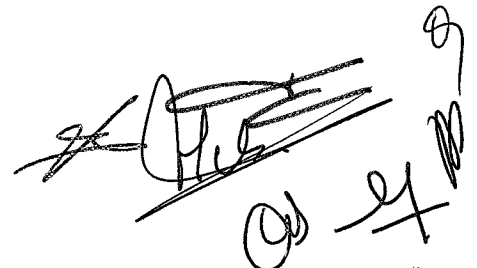
Là où les travailleurs bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée à l'article 4, les travailleurs maintiennent cet avantage.

Article 9

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente Convention Collective de Travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège de la Commission communautaire française et le Collège de la Commission Communautaire Commune exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne, le point 5, 1° de l'accord du 29 juin 2000 et e l'avenant du 19 juillet 2001 à ce même accord : *« un alignement des barèmes pour parvenir, en 5 ans à charge des années budgétaires 2001 à 2005 et en tranches égales, à ceux de la C.P. 305/1 en vigueur au 1^{er} juillet 2000 indexés dans les secteurs relevant de l'Aide aux Personnes, de la politique des personnes handicapées à l'exception du secteur des Entreprises de travail adapté, de la Santé et de l'insertion socioprofessionnelle subsidiés à 100%, en ce compris les primes de fin d'année, allocation de foyer-résidence, primes pour prestations irrégulières et primes syndicales ; »*. Elles conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

Article 10

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2005.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page. There are several overlapping signatures, including one that appears to be 'G. H.' and another that looks like 'G. H.' with a large flourish. There are also some initials or marks below the signatures.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2006 betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Gezien het akkoord met de non-profitsector van 29 juni 2000 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van werknemers en inrichtende machten, wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de instellingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap en die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie en/of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 2. Onder "werknemers" dient het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel verstaan te worden.

Artikel 3. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de op de in artikel 1 genoemde werknemers toepasselijke regels inzake de eindejaarspremie vast voor het jaar 2001 en de volgende jaren.

Artikel 4. Vanaf het jaar 2005 bestaat het bedrag van de eindejaarspremie uit twee forfaitaire delen en een variabel deel.

1.a. Het forfaitair gedeelte wordt berekend met toepassing van artikel 5, § 2, 1^o van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigde functie ten laste van de Schatkist, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 december 1987. Bijgevolg wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte voor het betreffend jaar bekomen door het forfaitair gedeelte van het vorig jaar te vermeerderen met een percentage dat varieert naargelang de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dat percentage wordt verkregen door het indexcijfer van de maand oktober van betreffend jaar te delen door het indexcijfer van de maand oktober van het voorgaande jaar. Dat percentage wordt berekend tot op vier decimalen. Voor het jaar 2000 bedraagt het vast deel € 278,7270 (zie KB van 15.12.1999, BS van 23.12.1999).

1.b. Vanaf 1 januari 2005 wordt aan het forfaitair gedeelte een jaarlijkse brutopremie van € 161,40 toegevoegd.

2. Het variabel deel bedraagt 2,5 % van het geïndexeerde brutojaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd brutojaarloon wordt verstaan: het product van de vermenigvuldiging van het geïndexeerd brutobaremaaloon dat aan de betreffende werknemers verschuldigd is voor de maand oktober van dat jaar met twaalf, desgevallend met inbegrip van de haard- en standplaatsvergoeding, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 5. § 1. Het totaal bedrag van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die de uitvoering van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties impliceert en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referteperiode. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn die welke worden bedoeld in artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

De referteperiode is de periode die loopt van 1 januari tot en met 30 september van het betreffend jaar. Elke maand effectieve of gelijkgestelde arbeid tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de toelage die wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 3. Onder maand wordt elke verbintenis verstaan die werd aangegaan vòòr de dertiende dag van de maand.

§ 2. Als de voltijdse werknemer het totale bedrag van de toelage niet kan genieten aangezien hij werd in dienst genomen of de inrichting heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld in verhouding tot de tijdens de referteperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 3. Voor de deeltijdse werknemer wordt het bedrag van de eindejaarspremie berekend in verhouding tot de arbeidsprestaties die hij heeft of zou hebben uitgeoefend tijdens de referteperiode.

Artikel 6. De eindejaarstoelage wordt in één keer uitbetaald in de loop van de maand december van het betreffend jaar.

Artikel 7. De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan de werknemers die werden ontslagen om dringende redenen, noch voor arbeidsprestaties die verricht werden tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gesteld, noch voor arbeidsprestaties die werden verricht in het kader van een studentenovereenkomst of van een vervangingscontract indien de vervangen werknemer deze eindejaarspremie geheel of gedeeltelijk ontvangen heeft.

Artikel 8. Waar de werknemers reeds een eindejaarspremie genieten die minstens gelijkwaardig is aan die welke in artikel 4 wordt bepaald, behouden de werknemers dat voordeel.

Artikel 9. De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen die door deze collectieve arbeidsovereenkomst worden toegekend slechts daadwerkelijk zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, elk voor wat hem/haar betreft, punt 5, 1° van het Akkoord van 29 juni 2000 en het aanhangsel van 19 juli 2001 bij genoemd akkoord volledig uitvoert, nl.: «een opwaardering van de loonschalen om in 5 jaar, ten laste van de begrotingsjaren 2001 tot 2005 en in gelijke delen, te komen tot die van het PC 305.01, geldig op 1 juli 2000 en geïndexeerd, in de sectoren van de «Aide aux Personnes», gehandicaptenbeleid, met uitzondering van de sector van de beschutte werkplaatsen, de Gezondheidszorg en de socioprofessionele inschakeling die voor 100 % gesubsidieerd worden, met inbegrip van eindejaarspremies, haard- en standplaatsvergoeding, premies voor onregelmatige prestaties en vakbondspremies». Zij komen eveneens overeen de overheid in te lichten over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur en treedt in werking op 1 januari 2001 tot 31 december 2005.

